

L'UE ET LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT AIDER EFFICACEMENT DANS UN PARTENARIAT ÉQUITABLE

L'Instrument de coopération au développement

L'UE est un partenaire politique et financier majeur des Nations unies dans la lutte contre la pauvreté et le soutien au développement économique et social. L'UE fournit plus de la moitié de l'ensemble de l'aide publique au développement dans le monde, a les capacités de devenir le donateur le plus efficace et devrait donc conserver son rôle clé pour promouvoir les réformes nécessaires à une meilleure efficacité de l'aide.

Les domaines où nous avons joué un rôle moteur

Les socialistes ont joué un rôle crucial dans l'adoption par la Commission de l'Instrument de coopération au développement. Cet instrument améliore le cadre de coopération au développement en place précédemment en fusionnant en un seul instrument différentes approches géographiques et thématiques. L'Instrument de coopération au développement souligne le fait que les objectifs du Millénaire pour le développement sont au cœur de la politique de coopération au développement de l'UE, qui vise à réduire la pauvreté, à garantir un développement économique et social durable et à intégrer sans heurts les pays en développement dans l'économie mondiale. À la suite des pressions socialistes, cet instrument prévoit maintenant un contrôle démocratique par le Parlement européen des programmes de la Commission dans les pays en développement, ce qui garantira que les dépenses servent bien leur objectif prioritaire de réduction de la pauvreté.

Les efforts de l'UE pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement constituent pour les autres donateurs un exemple et un catalyseur important. Cependant, pour la première fois en 2007, le montant du budget alloué au développement a décru. Si cette tendance ne s'inverse pas, l'UE risque sérieusement de ne pas remplir d'ici 2010 ses engagements en matière d'aide. En outre, la flambée des prix des denrées alimentaires et le déclin de la croissance mondiale menacent les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté s'il n'y a pas, dans les pays en développement, de nouveaux investissements dans l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire.

Nos succès

Pour contrer ces tendances négatives, le groupe socialiste a demandé que soient arrêtés, de manière contraignante, des calendriers et des budgets nationaux pour l'accroissement de l'aide en termes réels afin d'atteindre l'objectif collectif fixé à 0,56 pour cent du revenu national brut en 2010 et à 0,7 pour cent en 2015 et il a obtenu le soutien du Parlement sur cette question. Le groupe socialiste a également obtenu le soutien du Parlement sur les points suivants:

- les États membres et la Commission doivent conjuguer tous leurs efforts pour veiller à ce que l'Union parle d'une seule et même voix, pour aligner l'aide au développement sur les priorités des pays partenaires et pour rendre leurs actions plus harmonisées, transparentes, prévisibles et collectivement efficaces;
- les nouveaux États membres doivent participer à la politique de développement et à la fourniture de l'aide au développement, par des mécanismes appropriés, dans des approches internationales de plus en plus coordonnées;
- il convient d'améliorer les objectifs du Millénaire pour le développement dans le domaine de la santé;
- les femmes et les organisations de femmes doivent être davantage impliquées dans la formulation et la fourniture des politiques et programmes de développement; la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation doivent être considérés comme partie intégrante du processus d'appropriation réelle du développement, vu l'impact disproportionné de la pauvreté sur les femmes;
- le financement des mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci dans les pays en développement doit être amélioré, notamment dans le cadre de l'Alliance mondiale pour la lutte contre le changement climatique, en mettant plus particulièrement l'accent sur la nécessité de financement supplémentaire afin d'éviter d'utiliser à cet effet les moyens du Fonds européen de développement;
- il convient d'établir une étroite coopération avec les partenaires sociaux, les autorités régionales et locales et la société civile.

Accords de partenariat économique: un instrument pour le développement des pays ACP

Les socialistes sont à la pointe du combat pour veiller à ce que les accords de partenariat économique entre l'UE et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP) respectent l'environnement et prennent pleinement en compte les préoccupations des pays ACP. Il existe toutefois au PE une division idéologique marquée entre les progressistes et les libéraux-conservateurs sur la libéralisation du marché avec les pays en

développement. Le groupe socialiste considère toujours ce nouvel instrument commercial comme un outil de développement qui doit aider à renforcer la croissance économique, l'intégration régionale, la diversification économique et la lutte contre la pauvreté. Les APE doivent, à notre avis, aider les pays ACP dans leur développement durable par des engagements contraignants en matière de développement, favoriser leur participation au marché mondial en renforçant le processus d'intégration régionale, redynamiser le commerce entre l'Union européenne et les pays ACP et encourager la diversification des économies de ces pays.

Le PPE et les libéraux sont opposés à des accords qui ne portent que sur le commerce des biens. Ils sont prêts à imposer aux pays ACP, contre leur volonté, des négociations sur les services, la propriété intellectuelle, les marchés publics et la politique de concurrence. Les socialistes estiment que des accords sur les services peuvent être négociés si c'est à la demande des pays ACP et qu'ils doivent respecter un objectif de développement. Un cadre réglementaire fort doit être mis en place pour garantir les services universels et éviter une exploitation des secteurs les plus rentables de leurs économies. Alors que le groupe socialiste demande que les pays ACP disposent de suffisamment de temps pour participer pleinement dans toutes les négociations et qu'ils aient la possibilité de renégocier les questions litigieuses, le PPE et les libéraux sont opposés à toute possibilité de révision et de renégociation.

Le groupe socialiste demande aux États membres de respecter leurs engagements dans le cadre de "l'Aide pour le commerce" et de veiller à ce que ces fonds constituent des ressources supplémentaires au FED (Fonds européen de développement). Il importe de prendre en compte les priorités des pays ACP et de distribuer l'assistance financière en temps utile et de manière prévisible, en respectant les calendriers de mise en œuvre des plans stratégiques nationaux et régionaux de développement. Le PPE et l'alliance libérale pensent au contraire que le respect des priorités des ACP n'est pas un élément pertinent.

Résultat des votes

Le vote sur le rapport Schröder, en février 2009, montre que le groupe socialiste n'a pas été suivi par une majorité du Parlement. Le soutien du PPE et des libéraux pour le libre échange et la priorité au commerce, sans prendre en compte les objectifs de développement, place le Parlement dans une situation peu glorieuse.

	Pour	%	Contre	%	Abstentions	%
PPE-DE	222	99	1	1	0	0
PSE	4	2	159	97	1	1
ADLE	61	97	2	3	0	0
V/ALE	1	3	32	94	1	3
GUE	0	0	28	100	0	0

Pour plus de détails sur l'importance de notre travail en matière d'APE, se référer au chapitre LUTTER POUR UN COMMERCE EQUITABLE ET UNE GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET FINANCIERE MONDIALE.

La lutte contre la crise alimentaire mondiale

Les socialistes ont pris la tête de la lutte contre l'impact de la crise alimentaire mondiale qui a engendré une augmentation considérable du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde (plus de 900 millions de personnes). Grâce à nos efforts, le Parlement européen a approuvé l'octroi d'un milliard d'euros supplémentaire aux pays en développement pour les aider à atténuer les effets des prix élevés des denrées alimentaires.

Les objectifs du Millénaire pour le développement – un fossé entre progressistes et conservateurs

L'exemple qui montre le mieux le fossé idéologique entre les progressistes et les conservateurs est la question des droits et services de santé en matière de sexualité et de procréation, qui constituent l'un des principaux objectifs du Millénaire pour le développement. Le groupe socialiste répète sans cesse que l'UE doit jouer un rôle politique fort dans les politiques de santé, en abordant constamment la question souvent négligée de la santé et des droits des femmes en matière de sexualité et de procréation.

Alors que le groupe socialiste se concentre sur les droits en matière de santé sexuelle et génésique, le PPE-DE s'oppose même à toute mention des termes "droits" et "services" dans les rapports et résolutions. Cette opposition repose sur le postulat idéologique qu'apporter son soutien à ces droits équivaut à favoriser l'avortement. Si le Parlement suivait la position des conservateurs, aucune pression ne pourrait être exercée sur le Conseil et la Commission pour qu'ils augmentent l'assistance financière aux pays en développement en matière de santé, y compris pour ces droits. Une telle position, si elle était adoptée par le Parlement, serait une véritable honte, car la mortalité maternelle pourrait être totalement évitée si les femmes avaient simplement accès aux soins de santé et aux services de santé en matière de sexualité et de procréation.

Jusqu'à présent, grâce à une alliance entre les socialistes, les libéraux, les verts et la gauche unie, nous avons évité un tel désastre.

Cette question doit être replacée dans le contexte plus large de l'approche à adopter par rapport à la situation des femmes dans les pays en développement. Les conservateurs semblent accepter que les femmes y aient un statut plus bas et une valeur plus faible et l'occident ne devrait donc pas "leur imposer ses normes", qui sont "controversées" et "moralement ambivalentes". D'une manière générale, la droite a tendance à considérer les questions de genre comme secondaires, surtout lorsqu'il s'agit de la santé et des droits des femmes en matière de sexualité et de procréation.

Résultat des votes

Notre position sur les droits et la santé en matière de sexualité et de procréation se reflète dans la manière dont nous avons voté sur un certain nombre de rapports et résolutions qui abordaient ce sujet. Les votes par appel nominal sur ces rapports montrent que les plus modérés des conservateurs (qui constituent une minorité au sein du PPE-DE) nous soutiennent et votent en faveur des droits et de la santé en matière de sexualité et de procréation (DSSP), alors que leurs membres les plus conservateurs et religieux s'opposent à ce que ces droits soient plus accessibles et plus abordables.

Les votes par appel nominal montrent qu'il n'y a pas de cohérence nationale au sein du PPE-DE sur ces questions. Même au sein de la même délégation nationale, certains membres votent pour ces questions et d'autres contre (c'est par exemple le cas du *Partido Popular* espagnol). En général, les membres scandinaves du PPE-DE ont tendance à y être favorables, alors que la plupart des députés des nouveaux États membres (notamment la Pologne et la Slovaquie), les conservateurs britanniques et les chrétiens-démocrates allemands ont tendance à s'y opposer. Les autres groupes, à l'exception d'UEN et de quelques députés IND/DEM, votent en faveur des DSSP, ce qui signifie que les votes sur les amendements et les rapports ou résolutions qui abordent les DSSP vont dans le sens de la position des socialistes.

Vote par appel nominal sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'émancipation des femmes dans la coopération au développement. 13 mars 2008 - vote final

	Pour	%	Contre	%	Abstentions	%
PPE-DE	71	35	90	44	42	21
PSE	134	100	0	0	0	0
ADLE	67	94	3	5	1	1
V/ALE	30	99	0	0	1	1
GUE	31	99	0	0	1	1

Vote par appel nominal sur le rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement – Bilan à mi-parcours (rapporteur Glenys Kinnock), plénière du 20 juin 2007 - vote final

	Pour	%	Contre	%	Abstentions	%
PPE-DE	123	52	15	6	101	21
PSE	190	98	1	0,5	2	1,5
ADLE	92	100	0	0	0	0
V/ALE	38	99	0	0	1	1
GUE	31	84	0	0	6	16

Vote par appel nominal sur les objectifs du Millénaire pour le développement - Objectif 5: améliorer la santé maternelle, plénière du 4 septembre 2008

	Pour	%	Contre	%	Abstentions	%
PPE-DE	63	27	142	62	23	11
PSE	176	99	0	0	1	1
ADLE	75	99	0	0	1	1
V/ALE	35	99	0	0	1	1
GUE	27	100	0	0	0	0

Nos succès

Nous avons obtenu une majorité en faveur des droits des femmes et de leur santé en matière de sexualité et de procréation dans tous les rapports et résolutions qui portaient sur les objectifs du Millénaire pour le développement, la santé, l'égalité des genres et l'émancipation des femmes.

La division dans l'autre camp

Deux questions sont typiques des divisions au sein de la droite:

- la question des droits et services de santé en matière de sexualité et de procréation. Comme un certain nombre de débats l'ont montré, les socialistes ne sont pas les seuls à défendre les DSSP, ils sont rejoints par un certain nombre de membres du PPE-DE, opposés à la majorité conservatrice sur ce point au sein de leur groupe.

- Le rôle de l'Union dans la coopération au développement. Lors d'un certain nombre de votes à la Commission du développement, il est apparu que le PPE-DE était divisé entre ceux qui veulent accroître le rôle de l'Union et ceux, principalement les conservateurs britanniques, qui sont favorables à une approche plus nationale. La majorité des membres PPE-DE dans la commission DEVE ont rejeté les amendements présentés par un autre député PPE-DE, un conservateur britannique eurosceptique, qui voulait limiter le rôle de l'Union dans la coopération au développement et demandait un référendum sur le traité de Lisbonne dans **l'avis sur l'incidence du traité de Lisbonne sur le développement de l'équilibre institutionnel de l'Union européenne**. La majorité du PPE-DE a aussi rejeté les amendements d'un conservateur britannique contre le **régime d'asile européen commun** dans l'avis rendu sur ce sujet.

Nos prochains objectifs politiques

- Le groupe socialiste veut veiller à ce que les accords de partenariat économique (APE) avec les pays ACP soient respectueux du développement et prennent pleinement en considération les préoccupations et intérêts des pays ACP. Les APE sont plus qu'un instrument de libre échange.
- Le groupe socialiste veut poursuivre ses efforts pour obtenir la définition de calendriers clairs et d'engagements pratiques contraignants sur la fourniture de l'aide au développement promise par les pays riches et pour veiller à ce que, malgré la crise économique, on ne revienne pas sur les engagements pris.
- Le groupe socialiste œuvrera à une amélioration de la situation dans les régions perturbées d'Afrique, comme le Zimbabwe, la République démocratique du Congo, le Soudan, la Somalie et d'autres encore.